



Fin du monde,  
fin du mois :  
à l'abordage !



### Avant-propos

Crise du pouvoir d'achat, inégalités, pauvreté d'une part ; crise écologique et dérèglement climatique de l'autre... On a longtemps séparé ces deux défis, comme on a séparé les réponses à y apporter ! Des magasins bios, des panneaux photovoltaïques et des voitures électriques d'un côté ; des colis alimentaires, des logements précaires et des véhicules d'occasion de l'autre ? Sous la plume de Renato Pinto, permanent au Cefoc, cette analyse se donne pour objectif de dépasser cette approche simpliste.

### MOTS-CLÉS

Capitalisme  
Écologie  
Inégalités  
Justice  
Pauvreté

Le Cefoc (Centre de formation Cardijn) est une association d'Éducation permanente qui organise chaque année une cinquantaine de groupes de formation en Belgique. Ces groupes rassemblent des personnes issues ou solidaires des milieux populaires. Les différentes formations proposées visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne, en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

Dans le prolongement de ses activités de formation, le Cefoc publie chaque année de courts textes d'analyse et une étude. Les thématiques abordées trouvent leur source dans les réflexions mises sur la table par les participants aux formations. Les textes sont destinés aux acteurs du monde associatif et à tout citoyen à la recherche d'outils de compréhension de la société susceptibles de favoriser l'émancipation et la mobilisation individuelles et collectives.

« *L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage.* »

Chico Mendes

Pour peu qu'on adopte une vision globale du problème, on se rend compte que préservation de l'environnement et réduction des inégalités sont inséparables : c'est le même système qui vante la concurrence frénétique et l'accumulation des profits, et qui pousse à la surconsommation et à l'exploitation des ressources. Par conséquent, si ces défis sont liés, les réponses à y apporter peuvent coïncider.

## Rapprocher les mondes pour agir ensemble

### Se rencontrer

Impossible de mener des combats communs sans se rencontrer, sans se comprendre. Or, comme l'a souligné un participant au week-end organisé par le Cefoc sur ce thème<sup>1</sup>, « *on ne se parle pas* » entre personnes issues de classes sociales différentes.

En effet, la fracture sociale est bien réelle. Les inégalités socio-économiques imposent une ségrégation à tous les niveaux de la société : du logement à la mobilité, en passant par l'alimentation et l'accès à la culture.

Les milieux militants ne sont pas imperméables à ces divisions, comme en témoigne Christine Mahy, la secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP). C'est cette appartenance à des mondes différents qui explique en partie les frictions vécues par le passé (et résolues depuis lors) entre Greenpeace et le RWLP. Ces tensions découlaient d'un jugement, de la part d'activistes de l'ONG, à propos des comportements individuels. En substance : « *Les personnes n'ont qu'à faire les bons choix !* ». Ce qui est fortement questionné par Christine Mahy : « *Quand on est à l'aise avec son logement, quand on a des revenus, qu'on a un peu d'épargne, qu'on a une famille qui va bien, qu'on a des relations, qu'on a des amis et tout ça... on peut beaucoup plus choisir que quand on a*

<sup>1</sup> « *Fin du monde, fin du mois; même combat ?* », La Marlagne, octobre 2023.

*un petit revenu, qu'on est mal logé, qu'on doit passer par le CPAS, etc., etc.* »<sup>2</sup>

### Choisir ou ne pas choisir, telle est la question

Comme l'ensemble de la société – hormis quelques climato-sceptiques – les personnes en situation de précarité sont conscientes des défis environnementaux. Les inondations de juillet 2021 ont démontré, s'il le fallait, que les plus défavorisés sont les principales victimes de ces dérèglements, même dans un pays comme la Belgique.

L'injonction au changement individuel est donc d'autant plus cruelle. « *Les plus pauvres manquent généralement de toute liberté de choix et de la possibilité d'assumer leur responsabilité* », lit-on dans le rapport *Durabilité et pauvreté*<sup>3</sup>. « *Il est par exemple très difficile d'opter pour une alimentation durable quand on dispose d'un petit budget ou que l'on dépend de colis alimentaires.* » Quand on en a les moyens, on peut plus facilement choisir de se rendre ou non à l'épicerie bio. Quand on a le portefeuille troué, on doit choisir d'aller chercher ou non un colis alimentaire, dont on ne peut souvent pas choisir le contenu.

### Dépasser la responsabilisation individuelle

« *Vous êtes au chômage ? Il faut vous 'activer' ! Vous voulez faire un geste pour la planète ? Triez vos déchets, adaptez votre mobilité !* ». Comme s'il était toujours possible de choisir ! Comme si on pouvait, individuellement, régler des problèmes qui concernent l'ensemble de l'humanité ! Comme si l'organisation de la société n'avait aucune influence sur nos comportements !

Cette stratégie de la responsabilisation individuelle est, au mieux, culpabilisante ; au pire, inefficace. Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition Climat, nous explique que « *si chacun d'entre nous adoptait un comportement exemplaire en*

<sup>2</sup> Lors de son intervention dans le cadre du WE de formation organisé par le Cefoc (voir note précédente).

<sup>3</sup> Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, *Durabilité et pauvreté. Contribution au débat et à l'action politiques*, 2020, <https://luttepauvrete.be/wp-content/uploads/sites/2/2020/05/200430-R%C3%A9sum%C3%A9-Rapport-bisannuel-Durabilit%C3%A9-et-pauvret%C3%A9.pdf>.

*matière d'environnement, on estime que cela ne contribuerait qu'à réduire d'un quart le volume des émissions de gaz à effet de serre. Les trois quarts du problème sont donc liés au système »<sup>4</sup>.*

La journaliste et essayiste Naomi Klein exprime le même constat sans détour : « *La triste vérité, c'est qu'à la question 'Que puis-je faire, en tant qu'individu, pour stopper le changement climatique ?', la réponse est : absolument rien.* » Cette militante de longue date dénonce notamment un problème de mentalité : « *ici, dans les pays riches, on nous répète constamment à quel point nous sommes puissants en tant qu'individus. En tant que consommateurs. Même les activistes isolés. Et le résultat, c'est que **malgré notre pouvoir et nos privilèges, nous finissons souvent par agir à un niveau inutilement restreint** — l'échiquier de notre propre style de vie, ou peut-être notre quartier ou notre ville. Entre-temps, nous abandonnons à d'autres les changements structurels, le travail politique et juridique »<sup>5</sup>.*

Peut-on pour autant se tourner les pouces ? Évidemment non. « *Nos gestes individuels servent à nous mettre en cohérence avec le monde nouveau que nous appelons, explique le sociologue Laurent Lievens, mais il faut retrouver du commun, du collectif, du politique »<sup>6</sup>.*

<sup>4</sup> S. WARSZACKI, *Justices climatique et sociale sont inséparables*, interview de N. VAN NUFFEL, [www.enmarche.be/societe/environnement/justices-climatique-et-sociale-sont-inseparables.htm](http://www.enmarche.be/societe/environnement/justices-climatique-et-sociale-sont-inseparables.htm), 24.01.2023.

<sup>5</sup> N. KLEIN, [www.refinery29.com/fr-fr/le-monde-ne-peut-pas-etre-sauve-par-une-personne](http://www.refinery29.com/fr-fr/le-monde-ne-peut-pas-etre-sauve-par-une-personne), 17.10.2019.

<sup>6</sup> *À quand le changement ?*, conférence de Laurent Lievens et de Paul Scolas, organisée par Entraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble, 01.12.2022.

## **Le logement : une cause commune**

Parmi les initiatives visant à réconcilier justice sociale et justice environnementale, la Coalition Climat<sup>7</sup> plaide pour un Pacte logement/énergie<sup>8</sup>, c'est-à-dire « *un ensemble de mesures centrales permettant de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre sur toute la filière et de rendre effectif le droit à un logement de qualité, accessible financièrement pour toutes et tous.* »

Déclinée en quarante mesures, l'initiative entend « *améliorer le bien-être de la population, remplir nos ambitions climatiques et nous permettre de sortir des énergies fossiles* », tout en générant « *de nouveaux emplois locaux de qualité* ».

## **« Pour une écologie pirate »<sup>9</sup>**

Conjuguer justice sociale et écologie est d'autant plus urgent que l'extrême droite elle-même s'y intéresse désormais de près. Avec un opportunisme redoutable, elle propose un cocktail de consommation locale et de protection du territoire, assorties de replis identitaires et de xénophobie. On parle même d'un écofascisme, qui n'a rien d'anecdotique.

Ces signaux inquiètent la politologue Fatima Ouassak, d'autant qu'elle ne voit, face à cela, « *aucun projet écologique antiraciste portant sur les mêmes questions (terre, démographie, climat, migrations, question raciale), porté et défendu dans les institutions et les Assemblées* »<sup>10</sup>. La cofondatrice de Verdragon, première Maison de l'écologie populaire en France, revendique « **un projet politique dans**

<sup>7</sup> La Coalition Climat réunit plus de nonante organisations de la société civile belge autour du thème de la justice climatique. Des initiatives de protection de l'environnement, des ONG de coopération et des associations de lutte contre la pauvreté s'y côtoient. Voir : <https://klimaatcoalitie.be/fr/accueil/>.

<sup>8</sup> <https://klimaatcoalitie.be/wp-content/uploads/2023/09/20230926-FR-Policy-briefing-Pacte-Logement-Energie.pdf>.

<sup>9</sup> Fatima Ouassak convoque l'imaginaire de la piraterie en référence, notamment, au manga *One Piece*, dans lequel des enfants, étouffés par un monde injuste et violent, espèrent s'en libérer en devenant pirates. L'autrice en appelle aussi au pouvoir d'agir des plus opprimés face au système qu'elle dénonce.

<sup>10</sup> F. OUASSAK, *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, Paris, La Découverte, 2023.

## **lequel l'antiracisme et l'abolition des frontières seraient placés au centre ».**

« *L'écologie sans antiracisme, c'est du jardinage !* », clame Fatima Ouassak en paraphrasant le syndicaliste brésilien Chico Mendes<sup>11</sup>. Comment, en effet, lier justice sociale et environnementale sans tenir compte des inégalités ? Or, ces inégalités ne sont pas seulement économiques ; elles sont aussi liées à l'origine, à la couleur de peau, aux appartenances philosophiques et religieuses. Mais encore au genre, à l'âge et au lieu de résidence.

### **Franchir les murs**

L'approche que propose Fatima Ouassak bouscule. « *Les habitants des quartiers populaires, malgré leur poids démographique, ont été maintenus trop longtemps en dehors du débat démocratique et du système électoral* », dénonce-t-elle notamment, tout comme elle s'indigne du manque de considération pour l'Afrique dans ces débats.

En effet, on observe le même type de mépris envers les classes populaires qu'à l'égard des pays du Sud. « *Les théories de la décroissance, sans perspective antiraciste ni anticoloniale [...] permettent [aux Européens] de garder la main sans remettre en question les rapports de domination entre l'Europe et l'Afrique : l'Europe reste à l'initiative et au centre du changement.* » Pourtant, l'Europe « *n'a pas les moyens de lutter seule contre le désastre climatique et surtout, elle est l'une des principales régions du monde où sont concentrés ceux qui ont le moins intérêt à ce que le système colonial-capitalise s'effondre.* »<sup>12</sup>.

Selon Fatima Ouassak, « *un projet d'écologie politique et de décroissance qui ne place pas en son centre une ligne anticoloniale et antiraciste est voué à l'échec, tant **le système qui détruit le vivant repose tout entier sur la sous-humanisation d'une partie de l'humanité.*** » Une façon de souligner encore à quel point épuisement des ressources naturelles et exclusion sociale sont intimement liés.

### **Approche originale**

Parmi les leviers à actionner, Fatima Ouassak insiste sur la libre-circulation. Cette approche peut paraître contrintuitive ; ne faudrait-il pas, au contraire, limiter les déplacements ? Il n'est évidemment pas question ici de voyages en jet privé... La politologue voit dans le **droit de circuler** ainsi que le **droit à l'accueil** des enjeux de convergence entre les luttes sociales, environnementales et antiracistes – un point de convergence, aussi, entre Nord et Sud. Pour elle, « *la liberté de circuler doit être considérée comme un outil indispensable de la réponse à l'urgence climatique.* » Elle en fait même une condition incontournable pour constituer un « *front internationaliste contre le réchauffement climatique et la destruction du vivant* ».

Bien entendu, un tel projet porte en lui les germes d'un changement plus profond, qui implique de repenser les modes d'organisation politique et sociale, à partir de la liberté de circuler. Pour Fatima Ouassak, « *cela donnerait à **réfléchir à d'autres possibilités d'entraide, de solidarité et de redistribution au-delà des frontières,** qui ne seraient pas conditionnées par l'appartenance à une nation.* » Tout le contraire de la « priorité nationale » privilégiée par l'extrême droite !

<sup>11</sup> M. ESNAULT, *Verdragon, la première Maison de l'écologie populaire, s'est ouverte*, <https://reporterre.net>, 14.06.2021.

<sup>12</sup> F. OUASSAK, *op. cit.*

## Inégalités et dégradation de l'environnement

- Les ménages les plus aisés émettent beaucoup plus de gaz à effets de serre que les plus précarisés.
- Les aides financières, pour s'adapter et choisir des alternatives, profitent davantage aux ménages à revenu élevé.
- Les populations à faible revenu ont tendance à vivre dans des zones plus exposées à de multiples risques environnementaux<sup>13</sup>.

De plus, les inégalités accentuent la comparaison et le stress. On parle ainsi de « consommation ostentatoire », c'est-à-dire le principe d'acquérir des biens, non pas en raison de leur utilité, mais parce que nos possessions nous situent par rapport aux autres membres de la société. On consomme pour se distinguer, s'assurer un statut social. Diminuer les inégalités permet donc de diminuer la comparaison sociale et la surconsommation.

## Re-politiser

En plaidant pour une « écologie pirate », Fatima Ouassak apporte aussi des éléments de réponse à cette épineuse question : sortir ou non du système capitaliste ?

Des personnalités comme Bertrand Piccard, inventeur de l'avion solaire *Solar Impulse*, pensent que les progrès technologiques peuvent nous tirer d'affaire par rapport au défi climatique, et qu'il faut compter sur le volontarisme des entreprises. D'autres sont plus catégoriques quant à la nécessité de changer de modèle. Par exemple, le journaliste et écrivain Hervé Kempf titrait dès 2009 : *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*.

Un éclairage – aussi bienvenu qu'inattendu – est aussi apporté par Bruno Colmant. Cet économiste, qui se définit lui-même comme un pur produit du néolibéralisme, est l'une des rares personnalités médiatiques à témoigner d'un changement radical de vision<sup>14</sup>. Alors que le mouvement pour le climat se montre paradoxalement frileux

<sup>13</sup> <https://www.rtbf.be/article/cop28-tous-les-belges-ne-sont-pas-egaux-devant-le-climat-11296103>

<sup>14</sup> N. WERGIFOSSE, *Bruno Colmant : « Je ne peux plus supporter le niveau de débat politique actuel »*, [www.rtbf.be](http://www.rtbf.be), 14.07.2023.

sur la question, Bruno Colmant exprime désormais que « *le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique* »<sup>15</sup>.

D'autres auteurs et autrices remettent au goût du jour des principes comme la régulation et la planification, tout en insistant sur l'importance de services publics performants<sup>16</sup>. Des principes qu'il va falloir revaloriser si l'on veut sortir de l'impasse et favoriser une approche globale, plutôt que des ajustements à la marge qui, au mieux, n'auront qu'un impact limité, au pire, pourraient conforter le système actuel.

Tous ces enjeux sont au cœur de visions parfois totalement opposées. D'où un défi essentiel : refaire de l'écologie et de la justice sociale des enjeux politiques. Trop souvent, l'approche individualiste a fait de ces questions une simple histoire de comportements individuels. C'était une stratégie inefficace, ou en tout cas insuffisante.

Politiser la question de la justice sociale et environnementale, c'est reconnaître qu'elle fait partie intégrante de la vie en société ; c'est la mettre au centre du débat démocratique ; c'est espérer, enfin, qu'il soit encore possible de peser collectivement sur cette cause commune et sur notre avenir.



Renato Pinto,  
Formateur permanent au Cefoc

<sup>15</sup> B. COLMANT, *Le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique*, [www.lalibre.be](http://www.lalibre.be), 07.08.2022.

<sup>16</sup> Lire notamment N. KLEIN, *Le capitalisme contre le climat. Plan B pour la planète : le New Deal vert*, Actes Sud, pp. 101-146.

## Pour aller plus loin

*Urgences sociale et écologique à la croisée des chemins*, Action Vivre Ensemble, 2021.

*Vers une écologie populaire*, Revue *Contrastes*, Équipes Populaires, n°216, mai-juin 2023.

Olivier DE SCHUTTER, *Changer de boussole*, Paris, Les liens qui libèrent, 2023.

*Respire...*, dossier de la revue *Atout Sens* n°53, Namur, Cefoc, décembre 2023.

